

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité - Dignité - Travail

**PROPOS LIMINAIRE
DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, A L'OCCASION DE
L'ENGAGEMENT POLITIQUE DU
GOUVERNEMENT A ADOPTER LA
TRANSPARENCE COMME MODE DE
GESTION DU SECTEUR EXTRACTIF
A TRAVERS L'ITIE.
BANGUI LE 14 SEPTEMBRE 2013**

Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition ;

Monsieur le Président du Conseil National de Transition ;

Mesdames et Messieurs les Ministres ;

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et les Représentants des organismes internationaux accrédités en République Centrafricaine ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations de la société civile ;

Mesdames et Messieurs les opérateurs du secteur minier ;

Mesdames et Messieurs les journalistes ;

Distingués Invités ;

Mesdames et Messieurs.

J'ai le grand plaisir de vous convier ce jour, à cette rencontre de presse portant sur l'engagement politique du Gouvernement de transition à adopter la transparence comme mode de gestion du secteur extractif à travers l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

Je voudrais tout d'abord vous remercier très sincèrement d'avoir répondu spontanément à mon invitation.

En décidant de tenir ce point de presse, j'ai voulu faire prendre conscience à mes compatriotes que nous devons tous ouvrir les esprits sur un univers de responsabilité collective à travers l'image de notre pays en apprenant à nous imposer l'austérité afin de réaliser de grands desseins.

Le présent point de presse vient une fois de plus renforcer l'engagement politique du Gouvernement de Transition.

Mesdames et Messieurs,

Depuis le 10 avril 2013, notre pays, la République Centrafricaine a été suspendue des instances internationales de l'ITIE pour une période temporaire d'un an.

La République Centrafricaine est membre de cette importante institution et a œuvré pour sa promotion à travers le monde depuis l'année 2007. Elle est le premier pays francophone à parvenir au statut de conformité avec satisfaction de tout le peuple centrafricain.

Mais comme toujours au lendemain des grands bouleversements socio-politiques qui ont pour effet, la remise en cause de l'ordre constitutionnel, les organisations internationales et régionales font des condamnations de principe. C'est le cas pour la République Centrafricaine.

Mesdames et Messieurs,

Dès la notification de la décision de suspension de la République Centrafricaine aux instances internationales de l'ITIE, j'ai instruit le Gouvernement à renouer avec toutes les couches socio-politiques de la République Centrafricaine afin que chacune puisse donner son avis sur l'importance de l'ITIE dans notre système économique national.

Le compte rendu qui m'a été fait, indique clairement que l'ITIE est l'une des rares et nobles institutions qui a fonctionné et donné satisfaction à tous. Elle est une fierté nationale.

Cette vérité a été révélée par les médias nationaux, l'ensemble des organisations de la société civile et les opérateurs du secteur extractif qui ont fait chacun, de déclaration à l'endroit du Gouvernement et du Conseil d'Administration de l'ITIE internationale en demandant la poursuite de la mise en œuvre de l'ITIE et la levée de la suspension.

Le Conseil National de Transition a également soutenu cette démarche par l'adoption d'une recommandation forte en faveur de la levée de cette suspension.

Par cette volonté nationale, exprimée à travers tout le pays, il ne me reste qu'une seule chose, celle de m'engager fermement en faveur de la transparence et de la bonne gouvernance du secteur extractif.

Pour cela, j'engage solennellement le Gouvernement à adopter les principes et les critères de l'ITIE, à coopérer avec la société civile et les opérateurs du secteur extractif dans une grande collaboration de l'espérance, à un nouvel élan, celui pour la République Centrafricaine pour toujours.

En sus du secteur de la forêt que nous avons pris la résolution de publier les données statistiques et fiscales au même titre que les données du secteur extractif,

Je veillerai personnellement pour que les principes et les critères de l'ITIE puissent s'étendre à toutes les branches des activités clés de l'économie de notre pays.

Par cette volonté politique, la population envers qui nous sommes redevables sera régulièrement informée et sera à mesure de nous demander des comptes sur notre gestion.

Je m'investirai personnellement pour que l'ITIE ne soit pas un simple slogan. Elle doit être une réalité vivante, ancrée dans la vie quotidienne de chaque centrafricain.

J'instruis dès à présent le Secrétaire Technique, Coordonnateur National de l'ITIE-RCA de tout mettre en œuvre pour traduire dans les faits les orientations politiques et stratégiques du Gouvernement en matière de l'ITIE.

Nous ne ferons pas recours comme les régimes déchus à des alibis politiques à effet d'infantilisation du citoyen ou aux lendemains qui chantent.

Il est des heures graves dans l'histoire d'un peuple où sa sauvegarde tient toute dans sa capacité de discerner les menaces qu'on lui cache.

Mesdames et Messieurs,

Il ne suffit pas de disposer d'abondantes ressources naturelles, de minerais, de pétrole, de zone de pêche ou de terres agricoles pour réussir à se développer.

Il ne suffit pas d'avoir des clients nombreux, solvables et chaque jour un peu plus désireux de vous acheter ces produits pour construire un tissu économique stable, disposer d'infrastructures efficaces et connaître la prospérité.

Il ne suffit pas d'engranger des sommes importantes en devise, de mener des opérations financières complexes et de faire des profits conséquents pour assurer à chacun un revenu décent et réaliser une répartition équitable de cette richesse.

Si l'on regarde l'histoire récente, il semble en effet que cette rente soit plutôt la cause de conflits incessants, d'inégalités croissantes, d'usages abusifs et de confusion au sein de l'Etat et de la société.

Trois acteurs s'affrontent au sujet de l'appropriation et de la dévolution de cette manne :

La société civile qui est historiquement propriétaire, sinon de la ressource elle-même, du moins du sol qui la contient et l'engendre ;

Les producteurs sans lesquels cette ressource resterait à l'état latent ;

Enfin l'Etat, dans toutes ses composantes administratives, techniques, juridiques et politiques qui définit les stratégies et, doit arbitrer entre les intérêts de la population et des producteurs.

C'est là que se situe l'apport et l'originalité de l'ITIE. Elle vise essentiellement à permettre que ces trois acteurs, Etat, producteurs et société civile se mettent d'accord sur ce qui se produit, ce que cela coûte à produire, ce que cela rapporte et comment cela peut être partagé.

On a souvent parlé de la malédiction du pétrole et des matières premières, comme les Anciens dénonçaient la soif malfaisante de l'or ou de la folie du diamant.

Ce ne sont pas ces choses inertes qui sont maudites, c'est l'incapacité de l'homme à gérer selon la raison et avec mesure. L'ITIE est un instrument indispensable pour vaincre cette incapacité et tracer la voie vers une utilisation équilibrée et un partage équitable des dons que nous fait notre terre commune.

Je profite de cette tribune pour annoncer qu'une réforme profonde du secteur sera entreprise en commençant par la révision du Code minier qui, depuis son adoption en 2008 n'a guère été attrayant. Les coopératives minières seront également réorganisées pour que le peuple centrafricain puisse profiter pleinement de ses ressources extractives.

J'en appelle aux opérateurs qui sont ici présents, d'investir davantage et ceux qui hésitent encore de venir en République Centrafricaine, je leur garantirai la sécurité indispensable à leurs éventuelles activités.

Mesdames et Messieurs,

Pour bien gérer l'économie d'un pays, il est indispensable de dialoguer régulièrement autour de la question, afin de faire participer toutes les parties prenantes à la prise des décisions.

L'ITIE est pour nous une institution de référence pouvant nous servir sur le plan mondial à affirmer notre crédibilité, notre idée, notre message et notre visage.

C'est pourquoi nous disons OUI :

OUI à la poursuite de la mise en œuvre de l'ITIE en République Centrafricaine ;

OUI à la levée de la suspension prononcée contre notre pays.

Cette occasion m'offre l'opportunité de remercier très sincèrement nos partenaires qui nous ont toujours soutenu, et qui nous soutiennent encore dans la mise en œuvre de l'ITIE, je veux citer l'Ambassade de France à Bangui, la Banque Mondiale, l'Union Européenne, la Banque Africaine de Développement et la Coopération allemande GIZ.

Mesdames et Messieurs,

J'aimerais profiter de cette tribune pour partager avec le peuple centrafricain et la communauté internationale le sentiment que je ressens au plus profond de mon cœur sur la situation de notre pays, la République Centrafricaine et la problématique de son développement.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons le devoir de nous dire la vérité de manière franche : un pays ébranlé, s'il se divise, est un pays qui meurt. En revanche, un pays ébranlé, s'il sait s'unir, est un pays qui renaît.

Comme ABRAHAM LINCOLN l'avait dit à une Nation plus ébranlée que la nôtre, je cite : **« nous ne sommes pas des ennemis mais des amis. Bien que la passion ait pu avoir tendu nos liens d'affection, elle ne doit pas les rompre »**. Fin de citation.

Nous devons parler franchement en utilisant des mots directs et des idées claires sans quelques déformations que ce soit.

Je sais qu'il ne peut y avoir de bonheur pour quiconque au prix du malheur d'autrui.

Je n'ai jamais parlé et ne parlerai jamais un double langage.

J'ai une seule politique, j'ai un seul visage.

Pour parler clairement, notre pays, la République Centrafricaine n'est pas un objet de compromis et de marchandage. Notre pays est, pour nous, aussi sacré que la plaine de Moab dans laquelle Dieu a parlé à Moïse. Aucun centrafricain n'acceptera de céder et de brader un pouce de son territoire et de ses richesses.

Nous devons nous garder de réveiller des haines du type des croisades, nous devons plutôt ressusciter l'esprit de notre Président Fondateur **Barthélémy BOGANDA**, l'esprit de tolérance et de respect du droit.

Je répète avec le Prophète Zacharie : « **Jugez vraiment selon le droit, ayez l'un pour l'autre de la bienveillance et de la compassion** ».

Du coran sacré, je tire le verset suivant : « **nous croyons en Dieu, en ce qui nous a été révélé et en ce qui**

a été révélé à Abraham, à Ismaël, à Isaac, à Jacob et aux tribus et dans les livres donnés à Moïse, à Jésus et au Prophète par le Seigneur. Nous ne faisons aucune distinction entre eux, et nous nous soumettons à la volonté de Dieu ».

Mesdames et Messieurs,

Je ne suis pas venu au pouvoir pour me servir. Je suis venu défendre la juste cause, celle de sauvegarder notre pays ébranlé et qui était au bord de l'explosion irrémédiable.

Je suis venu rompre définitivement avec la ligne de conduite laxiste et condescendante des régimes antérieurs.

Je suis venu à vous, la main ouverte pour que, ensemble, nous œuvrons à instaurer une paix véritable, une paix bâtie sur la justice.

Je m'adresse ici tout particulièrement aux centrafricains de toutes les catégories, de tous les courants et de tous les milieux et avant tout aux forces de défense et de sécurité et je leur dis : réalisons ensemble la paix des braves.

Je dis aux intellectuels, retrouvez vous en une seule parole, qui est celle de la cohésion nationale. C'est pourquoi, j'appelle à la raison pour une solidarité nationale.

Aux hommes politiques, je leur dis que l'heure de l'infantilisation du peuple ou des lendemains qui chantent est

révolue. Vous devez prêcher ce que vous pratiquez et de pratiquer ce que vous prêchez.

Présentons au monde entier l'image réelle de notre pays de façon que nous puissions offrir un exemple pour l'avenir de notre devenir. Soyez des héros pour vos filles et fils et de la génération montante.

Remplissez vos cœurs des espérances de la paix, faites que l'espoir devienne une réalité qui vive et s'épanouisse ; faites de l'espoir un code de conduite, car la volonté du peuple est issue de la volonté de Dieu.

Il n'y aura plus de place pour les semeurs de panique, les propagateurs de bruits de toutes sortes et les agents de diversions ; pour que la transition combien importante soit conduite de manière apaisante, sans heurt, jusqu'à la réussite exemplaire pour le peuple centrafricain.

A tous ceux qui attendent aujourd'hui le salut de la République Centrafricaine, je tiens à dire que ce salut est d'abord entre nos mains. A ceux qui doutent comme à ceux qui s'obstinent, je rappelle qu'en se raidissant à l'excès, les belles attitudes de fierté de notre pays, risquent de perdre de leur force.

En fait, le moment actuel est pour nous fort sévère, car, à chacun d'entre nous, une question est posée, posée personnellement : ou bien se débarrasser du système politique népotiste défaitiste du passé comme d'un fardeau

encombrant et déplaisant qui ne fait qu'entraver notre évolution ? Ou bien l'assumer virilement et en faire un point d'appui pour continuer notre marche en avant.

Il faut opter,
Il faut choisir,

C'est ce choix qui fait que notre rencontre a un sens, c'est ce choix qui fait que cette rencontre prend du sens.

Pour le Gouvernement de Transition, le choix est fait : c'est l'implication de tout le monde à travers les organes représentatifs de transition dans la prise des grandes décisions politiques.

C'est pourquoi, dans notre inlassable combat pour la paix et le développement de notre pays, nous devons tous imiter la sagesse de notre Créateur, telle qu'elle est exprimée dans les sentences de Salomon, je cite : **« la trahison est dans le cœur de ceux qui pensent au mal. Pour ceux qui recommandent la paix, la joie est leur partage. Un morceau de pain sec avec la paix est meilleur qu'une maison pleine de vivres mais, avec des querelles »**. Fin de citation.

Mesdames et Messieurs,

Avant de terminer mes propos, je veux encourager les journalistes, c'est-à-dire l'ensemble de la presse nationale à jouer pleinement leur rôle, qui est celui d'informer et d'éduquer utilement le peuple.

Car dans le jeu de la démocratie, la presse n'est pas un acteur passif. C'est pourquoi, vous devez faire le relais, de toutes les actions politiques menées par le Gouvernement de Transition dans ses efforts de sécurisation du pays et du maintien de la cohésion nationale.

Les nouvelles données politiques de notre pays nécessitent une prise de conscience et d'équité responsable ainsi qu'une implication totale et effective de tous ; ceci, pour permettre d'aborder avec franchise la réelle question de la bonne gouvernance de nos ressources extractives.

Mesdames et Messieurs,

Je me tiens à votre disposition pour répondre à quelques questions qui nécessitent des éclaircissements.

Une fois de plus je vous remercie de votre bienveillante attention.